

*Direction des services de la Navigation Aérienne
Direction des Opérations
Services de la Navigation Aérienne Région Parisienne
Secrétariat général*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX 7 LOTS

Consultation 2022-SNARP-002

OBJET DU MARCHE :

**FOURNITURE DE PRESTATIONS DE
NETTOYAGE DES LOCAUX DES
AERODROMES DES SERVICES DE LA
NAVIGATION AERIENNE REGION-PARISIENNE**

MARCHE DE SERVICES REGI, POUR SA PASSATION ET SON EXECUTION,
PAR LE CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE 2019.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| | 1 |
| 1. PREAMBULE, CONTEXTE..... | 4 |
| 2. OBJETS DES MARCHES..... | 4 |
| 3. ALLOTISSEMENT : | 4 |
| 4. FORME ET ETENDUE DES MARCHES..... | 5 |
| 5. DUREE DES MARCHES..... | 5 |
| 5.1. Cadre général..... | 5 |
| 5.2. Reconduction des marchés..... | 6 |
| 6. LIEU D'EXECUTION..... | 6 |
| 7. DOCUMENTS CONTRACTUELS..... | 6 |
| 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 7 |
| 8.1. Représentation des parties | 7 |
| 8.1.1. Représentation de l'acheteur | 7 |
| 8.1.2. Représentation du titulaire | 7 |
| 8.2. Conditions d'exécution | 7 |
| 8.2.1. Remplacement des intervenants..... | 7 |
| 8.2.2. Délais d'exécution des prestations forfaitaires..... | 8 |
| 8.2.3. Emission et exécution des bons de commande | 8 |
| 8.3. Obligations du titulaire..... | 8 |
| 8.3.1. Obligation d'information et de conseil | 8 |
| 8.3.2. Obligation de confidentialité..... | 9 |
| 8.3.3. Mesures de sûreté et accès aux locaux..... | 9 |
| 8.4. Responsabilité du titulaire | 10 |
| 8.5. Considérations environnementales..... | 10 |
| 8.6. Traitement de données à caractère personnel | 10 |
| 8.7. Contrôle et admission des prestations : | 10 |
| 8.7.1. Vérifications des prestations..... | 10 |
| 8.7.2. Admission, réfaction..... | 11 |
| 9. Pénalités | 11 |
| 9.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations..... | 11 |
| 9.2. Pénalités liées au non-respect du délai d'exécution..... | 12 |
| 9.3. Seuil d'exonération des pénalités | 12 |
| 10. REGIME FINANCIER..... | 13 |
| 10.1. Forme et contenu des prix..... | 13 |

| | |
|---|----|
| 10.2. Variation des prix | 13 |
| 10.3. Avances..... | 14 |
| 10.4. Facturation | 14 |
| 10.4.1. Transmission des factures | 14 |
| 10.4.2. Mentions obligatoires | 14 |
| 11. DISPOSITIONS DIVERSES..... | 15 |
| 11.1. Forme des notifications et des informations..... | 15 |
| 11.2. Sous-traitance | 15 |
| 11.3. Assurances | 15 |
| 11.4. Autres obligations administratives..... | 16 |
| 11.5. Résiliation | 16 |
| 11.6. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence | 17 |
| 11.7. Litiges et contentieux | 19 |
| 12. DEROGATIONS..... | 19 |

Annexes :

- Annexe 1 - Liste des sites

1. PREAMBULE, CONTEXTE

Les Services de la Navigation Aérienne Région Parisienne (SNA-RP) appartiennent à la direction des services de la navigation aérienne (DSNA), service à compétence nationale de la direction générale de l'aviation civile. Ils sont rattachés à la Direction des Opérations de la DSNA.

Les SNA-RP regroupent 3 organismes :

- le Centre en Route de la Navigation Aérienne Nord (CRNA-Nord) basé sur le complexe « aviation civile » d'Athis-Mons,
- l'organisme Roissy-Le Bourget basé sur les plates-formes aéroportuaires de Roissy Charles De Gaulle et du Bourget,
- l'organisme Orly-Aviation générale basé sur la plate-forme aéroportuaire d'Orly et sur neuf terrains d'Aviation Générale (aérodromes et héliport) situés en région parisienne. L'Aviation Générale comprend les terrains périphériques suivants : Pontoise-Cormeilles, Toussus-le-Noble, Lognes-Emerainville, Chavenay-Villepreux, Saint-Cyr-l'Ecole, Meaux-Esbly, Melun-Villaroche, Issy-les-Moulineaux (héliport).

2. OBJETS DES MARCHES

Le marché a pour objet Fourniture de prestations de nettoyages des locaux des aérodromes des SNA-RP.

Le marché porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 90900000 - Services de nettoyage et d'hygiène.

3. ALLOTISSEMENT :

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

| N° | Intitulés lots séparés |
|----|--|
| 1 | Prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'aérodrome de Pontoise |
| 2 | Prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'aérodrome de Meaux |
| 3 | Prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'aérodrome de Lognes |
| 4 | Prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'aérodrome de Melun-Villaroche |
| 5 | Prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'aérodrome de Chavenay |
| 6 | Prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'aérodrome de Toussus le noble |
| 7 | Prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de l'aérodrome de Saint Cyr l'Ecole |

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

4. FORME ET ETENDUE DES MARCHES

Les marchés sont mixtes au caractère mono attributaire pour chaque lot.

Les marchés se décomposent en prestations forfaitaires et en prestations à bons de commande.

- Les prestations forfaitaires comprennent des prestations principales à prix forfaitaire. Les prestations récurrentes sont détaillées pour chaque lot au cahier des clauses techniques particulières commun aux 7 lots.
- Les marchés sont exécutés, en partie, par l'émission de bons de commande pour des prestations ponctuelles en fonction des besoins (conformément à l'article 77 du code des marchés publics). Ces opérations seront réglées sur la base de prix unitaires où d'un devis du titulaire sur demande de l'acheteur (calculées sur la base d'un prix au m2).

5. DUREE DES MARCHES

5.1. Cadre général

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

| Numéro de lot | Durée / délai du marché public |
|---------------|--------------------------------|
| 1 | 12 mois |
| 2 | 12 mois |
| 3 | 12 mois |
| 4 | 12 mois |
| 5 | 12 mois |
| 6 | 12 mois |
| 7 | 12 mois |

Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s).

Les durées des marchés débutent à compter de leur date de notification pour les lots 1, 2,3,5,6 et 7. La durée du marché lot 4 démarre à compter du 11 août 2022.

5.2. Reconduction des marchés

| Numéro du lot | Reconduction | Nombre de reconduction(s) | Modalités de reconduction |
|---------------|--------------|---------------------------|--|
| 1 | Oui | 4 | Reconduction tacite d'une durée de 12 mois |
| 2 | Oui | 4 | Reconduction tacite d'une durée de 12 mois |
| 3 | Oui | 4 | Reconduction tacite d'une durée de 12 mois |
| 4 | Oui | 4 | Reconduction tacite d'une durée de 12 mois |
| 5 | Oui | 4 | Reconduction tacite d'une durée de 12 mois |
| 6 | Oui | 4 | Reconduction tacite d'une durée de 12 mois |
| 7 | Oui | 4 | Reconduction tacite d'une durée de 12 mois |

Les marchés sont reconductibles de manière tacite.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité des marchés avec un préavis d'un mois.

Dans l'hypothèse où les marchés ne seraient pas reconduits, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

6. LIEU D'EXECUTION

La liste des sites sur lesquels sont exécutées les prestations objets des présents marchés est fournie en annexe 1 du présent CCAP.

Les lieux d'exécution des prestations sont : 77 - Seine-et-Marne (FR-77), 78 - Yvelines (FR-78), 91 - 95 - Val-d'Oise (FR-95).

7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) (un par lot) et son/ses annexe(s) dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C. C.A. P.) commun aux huit lots, et son/ses annexe(s) dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T. P.) commun aux huit lots, et son/ses annexe(s), dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30/03/2021. Ce document général, bien que non fourni, est réputé connu du titulaire qui lui reconnaît expressément son caractère contractuel ;
- Le cas échéant, la proposition technique du titulaire du lot considéré, annexée au présent document, en tout ce qui ne serait pas contraire aux dispositions définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation.

8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Représentation des parties

8.1.1. Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification des marchés. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

8.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution des marchés. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution des marchés.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2. Conditions d'exécution

8.2.1. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution des marchés, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer une prestation d'appoint (corbeilles, dépoussiérage du mobilier).

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai d'un mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.2.2. Délais d'exécution des prestations forfaitaires

Les délais et le point de départ d'exécution des prestations forfaitaires correspond à la période où au mois concernés, pour chaque site.

8.2.3. Emission et exécution des bons de commande

Un bon de commande est émis en fonction des besoins pour des prestations ponctuelles, exceptionnelles, éventuellement sur la base d'un devis demandé préalablement au titulaire.

Les personnes habilitées à rédiger et signer les bons de commandes sont :

- Monsieur le chef des SNA/RP ou son représentant.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution est indiqué sur le bon de commande.

Chaque bon de commande précise obligatoirement les mentions suivantes :

- la référence du marché et du lot concernés,
- le numéro du bon de commande
- la nature de la prestation commandée,
- l'adresse du site concerné par la commande, - le nom et les coordonnées de la personne à contacter,
- l'adresse de facturation,
- le mois concerné par les prestations commandées ou la date ou délai d'exécution, le cas échéant
- Le montant total de la prestation en référence au devis concerné,
- Le taux et le montant de la T. V.A.,
- Le montant total T.T. C.

8.3. Obligations du titulaire

8.3.1. Obligation d'information et de conseil

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations

Le titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les dysfonctionnements et propose des actions pour les réduire.

8.3.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

8.3.3. Mesures de sûreté et accès aux locaux

Les sites de l'entité adjudicatrice de par leur activité (la navigation aérienne) sont des sites sensibles en terme :

- . De confidentialité
- . De sécurité
- . D'activité (certains locaux sont en fonction H24 et 365j7 an)
- . De qualité et d'organisation des prestations attendues.

Le personnel du titulaire sera tenu de respecter les indications, limitations et interdictions momentanées ou permanentes spécifiées de quelque manière que ce soit, sur les portes ou à l'intérieur des locaux. Il en est de même pour les consignes verbales ou écrites émanant des responsables des sites de l'entité adjudicatrice ou des forces de Gendarmerie présentes sur le site.

Le titulaire de chaque lot s'engage à se conformer aux éventuelles prescriptions de sûreté imposées dans le cadre des accès aux aérodromes Aviation générale des Services de la Navigation Aérienne Région Parisienne.

Le personnel du titulaire pourra intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de tout autre :

- . Les locaux en rapport avec l'objet des présents marchés
- . Les circulations permettant d'accéder aux locaux ci-dessus.

Il est précisé que les personnels devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties du site.

Des modalités complémentaires d'accès à certains locaux ou bâtiments seront éventuellement définies ultérieurement par l'acheteur.

De même, certains locaux ou bâtiments peuvent n'être accessibles au personnel du titulaire qu'accompagné d'un représentant de l'acheteur.

Le personnel du titulaire devra obligatoirement s'y conformer.

8.4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.5. Considérations environnementales

Le titulaire devra lutter contre les pollutions et nuisances et respecter les quantités et les modes de stockage des produits dangereux.

La collecte des déchets fera l'objet d'un tri sélectif dans des conteneurs dédiés. Le titulaire contrôlera et signalera sur un cahier de liaison toutes les anomalies ou dysfonctionnements qu'il aura observés.

8.6. Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

8.7. Contrôle et admission des prestations :

Cet article déroge au chapitre 5 du CCAG/FCS « Constatation de l'exécution des prestations »

8.7.1. Vérifications des prestations

Les dispositions en matière de contrôle qualité prévues au CCTP commun aux 7 lots sont seules applicables.

Les fiches contrôle qualité s'appliquent par site.

8.7.2. Admission, réfaction

Suite aux vérifications conduites en présence du responsable de site ou son représentant, les décisions d'admission, ou de réfaction sont prises par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG FCS, la décision d'admission est constituée par l'apposition de la mention du « service fait » sur la facture présentée par le titulaire.

Conformément aux dispositions du CCTP commun (art 3.9) relatif au contrôle qualité, en cas de mauvaise exécution, les prestations de nettoyage donneront lieu à l'application de réfections sur les prix correspondants.

La « réfaction » est la décision prise par la personne publique de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état. De plus, une qualité de nettoyage comprise entre 0,001 et 0,499 peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément à l'article 32 du CCAG/FCS.

9. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG FCS pour le calcul du montant des pénalités.

9.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations

Suite aux résultats du contrôle qualité, le titulaire encourt une réfaction en cas de mauvaise exécution des prestations de nettoyage.

| Objet de la pénalité | Montant de la pénalité |
|--|------------------------|
| Manque d'approvisionnement en produits et consommables pour les sanitaires et les zones disposant d'un point d'eau (papier toilette, savon, rouleaux essuie-mains). La pénalité sera appliquée à compter du constat du manque d'approvisionnement par l'acheteur et cessera au jour de l'approvisionnement complet des matériels. Il est imposé au titulaire de fournir les consommables compatibles avec les équipements de l'acheteur. | 10 € HT par jour |

| | |
|--|-------------------------------|
| L'approvisionnement en produits ou consommables non compatibles entraînant une impossibilité d'utilisation sera assimilé à un manque d'approvisionnement et donnera lieu à l'application de ces pénalités dans les mêmes conditions. | |
| Manque d'approvisionnement en produits et matériels professionnels utilisés par le personnel du titulaire et nécessaire à l'accomplissement de leurs missions. | 10 € HT par jour et par agent |

9.2. Pénalités liées au non-respect du délai d'exécution

Si le prestataire est dans l'impossibilité de réaliser une partie ou l'ensemble des prestations objet du marché conformément à la fréquence contractuelle fixée au marché, ou bien dans l'impossibilité de respecter le délai précisé dans le bon de commande pour les prestations exceptionnelles, il doit immédiatement en aviser le service gestionnaire du marché par courrier électronique, en tout état de cause avant l'expiration de ce délai, et soumettre en même temps à l'appréciation de l'acheteur les "justifications présentant un caractère de force majeure ou autre, qu'il pourrait éventuellement fournir.

| Objet de la pénalité | Montant de la pénalité |
|---|---|
| <p>Le titulaire néglige de se conformer aux délais d'exécutions, ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par l'acheteur.</p> <p>L'application de la pénalité débute après la date contractuelle (cf fréquence de nettoyage) ou le délai fixé dans le bon de commande de prestations spécifiques.</p> <p>De plus, l'acheteur se réserve le droit de faire procéder au nettoyage des locaux par un autre prestataire. Le surcoût éventuel sera alors porté à la charge du titulaire du marché.</p> | <p>50 € par jour de retard</p> <p>Surcoût autre prestataire</p> |

9.3. Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

10. REGIME FINANCIER

10.1. Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante pour les 7 lots :

Les marchés sont mixtes établis sans minimum avec un maximum de 806 000 € TTC pour les 7 lots.

Le prix forfaitaire est établi pour les prestations récurrentes et détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires concernant les prestations ponctuelles, les prix figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les montants sont établis en euros et le taux de TVA appliqué est celui en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

10.2. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = Po (Im / Io)$$

P = prix révisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

Io = valeur de l'indice/index (Nettoyage courant, marché public 010546452) en vigueur au mois d'établissement des prix.

Im = valeur de l'indice/index (Nettoyage courant, marché public 010546452) à la date de la révision.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés lors de chaque reconduction par application de la formule décrite ci-dessus.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

En cas de désaccord entre les parties, à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, l'acheteur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

10.3. Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande. Pour la partie forfaitaire, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4. Facturation

10.4.1. Transmission des factures

La facturation est semestrielle.

Chaque facture indique les coordonnées bancaires du titulaire. Tout changement de RIB doit être signalé au SNA-RP/SG par courrier accompagné du nouveau RIB.

Aucun frais de facturation n'est admis.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

10.4.2. Mentions obligatoires

Les factures dématérialisées adressées doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret N° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

1. Le numéro de SIRET de la DGAC 12006401900074,
2. Le numéro d'engagement juridique (EJ) à 10 chiffres (transmis lors de la notification du marché),
3. Le code service des Services de la Navigation Aérienne Région Parisienne (SNA-RP) : 0032,
4. Le nom et l'adresse du titulaire,
5. Le numéro du marché et l'objet du marché,
6. Où le numéro et la date du bon de commande
7. La désignation exacte des fournitures livrées où prestation exécutée,
8. Le numéro et la date d'intervention,
9. Le prix unitaire hors TVA,
10. Les remises éventuelles appliquées,
11. Le taux et le montant de la TVA,
12. Le montant total TTC,
13. La date d'établissement de la facture,

14. Les références et coordonnées du compte postal ou bancaire ouvert au nom du titulaire telles que précisées sur l'acte d'engagement.

Adresse de facturation :

Services de la Navigation Aérienne - SIR NORD
9, rue de champagne
BP 600
91200 ATHIS-MONS

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1. Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font via la plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> consultation SNA-RP_2021-0024.

11.2. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

11.3. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter

de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.4. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

11.5. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG FCS de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

11.6. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-

1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG FCS de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de

résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

11.7. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Tout litige dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au CCAG/FCS et après tentative de règlement amiable entre les parties, sera soumis à la juridiction du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois.

Il en sera fait attribution au tribunal administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud 78011 VERSAILLES CEDEX, téléphone : 01 39 20 54 00 Fax : 01 30 21 11 19.

12. DEROGATIONS

Il est dérogé au chapitre 5 du CCAG/FCS par l'article 7.7. du présent CCAP « Contrôle et admission des prestations ».

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 8.3 du présent CCAP « Seuil d'exonération des pénalités ».